



## **CHARLES DE GAULLE EXPRESS POURQUOI IL FAUT EMPÊCHER LA RÉALISATION DE CE PROJET RUINEUX QUI SE FAIT AU DÉTRIMENT DES FRANCILIENS**

Le gouvernement, tout comme la présidente de la région, veut imposer cette liaison ferroviaire directe entre la gare de l'Est et l'aéroport Charles de Gaulle. Rappelons que ce projet a été remis sur les rails par la loi Macron, du 6 août 2015, après que le gouvernement a, là aussi, utilisé le 49-3 pour la faire passer !

Ce projet va à l'encontre de l'intérêt général, de la réponse aux besoins grandissants des déplacements quotidiens dans une région au bord de l'asphyxie, où les réseaux sont saturés et les pics de pollution de plus en plus fréquents.

**Dans ce train, non accessible avec le *pass Navigo*, le ticket sera de 24 € minimum pour un seul trajet !**

Ce train « privatisé » emprunterait les voies du réseau ferré national qu'utilisent déjà la ligne K, le TER Picardie, le trafic fret mais qui sont aussi des voies de report du RER B en situations perturbées (fréquentes) et avec des impacts négatifs sur les RER D et E.

Autrement dit, pour 22 000 passagers par jour (horizon 2025), on va dégrader les conditions de transports de 2 millions d'usagers franciliens ! Alors que les attentes et besoins sont immenses et ne cessent de progresser.

Avec ce train, sans arrêt, interdit au *pass Navigo*, c'est une discrimination de plus à l'égard des habitants de Seine-Saint-Denis, de Seine-et-Marne et de Picardie.

À l'instar de la SNCF, qui décide – avec la bénédiction de Mme Péresse – de faire exploiter la future ligne tram-train T 11 entre la gare du Bourget et celle d'Épinay-sur-Seine par une filiale de droit privé (*Transkeo*), créée pour l'occasion, elle-même filiale de *Keolis*.

**Une première en France : le transport urbain *low cost* est donc jugé, sans doute, bien suffi-**

**sant pour la population de Seine-Saint-Denis alors que des centaines de millions d'euros seraient octroyés pour une petite minorité de touristes aisés et d'hommes d'affaires... Un scandale !**

Alors que sur la ligne K la qualité du service commence à s'améliorer avec l'arrivée de nouveaux matériels, elle pourrait être remise en cause par la mise en service du *CDG Express*.

### **UN TRAIN INUTILE**

La ligne 17 du Grand Paris Express est déjà prévue pour relier les gares du Bourget RER et du Mesnil-Amélot (77), et desservira elle aussi l'aéroport CDG. Le décret déclarant « d'utilité publique et urgents » les travaux nécessaires à sa réalisation a été publié le 14 février 2017.

L'argument démagogique des jeux olympiques de 2024 ne tient pas puisque le *CDG express* ne fera aucun arrêt en Seine-Saint-Denis. C'est les RER B et D qui desserviront les futurs sites olympiques, ainsi que la ligne 17.

D'ailleurs, l'Autorité environnementale (AE), dans une étude, précise que la mise en service de cette ligne 17 fera baisser le nombre de passagers (déjà peu nombreux) empruntant *CDG Express* de 15 % environ.

De son côté, dans un rapport, le STIF parle déjà d'une perte de 1,5 milliard d'euros, liée à une dégradation de la ponctualité pour le RER B ; les impacts sur la ligne K et le TER

Picardie n'étant pas chiffrés.

Mais, le financement de ce projet ruineux n'est toujours pas assuré ! Il y a fort à parier que c'est les contribuables qui financeront !

Ainsi, SNCF Réseau, établissement public, porte une dette publique qui devrait atteindre 48 milliards d'euros en 2017, ce qui a conduit l'État à instaurer une « règle d'or » pour empêcher les financements coûteux – considérés comme « non rentables » – ce qui est le cas du *CDG Express* !

**Cependant, le 28 décembre 2016, a été votée, par l'Assemblée nationale et le Sénat, une loi permettant de déroger à cette « règle d'or », rien que pour... le *CDG Express* ! Nouveau scandale.**

Et, si la commission d'enquête publique – dans

laquelle vous avez été nombreux à vous exprimer pour dénoncer ce projet néfaste – a malgré tout rendu un avis favorable, elle émet deux réserves majeures qui rejoignent nos inquiétudes et arguments : à savoir l'absence d'un plan de financement et les risques d'impacts sur le fonctionnement des lignes existantes RER B et lignes K et H du *Transilien*. Ces deux réserves démontrent que le financement de ce projet pharaonique n'est pas réglé et confirme l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur les trafics actuels.

Dans une période où la présidente du Conseil régional (et du STIF...) veut augmenter le prix du *pass Navigo*, pointant les immenses besoins pour répondre aux transports quotidiens, comment accepter de dilapider des sommes aussi importantes au détriment des usagers quotidiens ?

## NOS PROPOSITIONS

**L'association *Non au CDG express* s'oppose et propose avec les citoyens, syndicats, élu-e-s et associations, des solutions alternatives sérieuses répondant de l'intérêt général :**

- réaliser le bouclage du RER B entre Mitry-Claye et l'Aéroport
- améliorer le cadencement de la ligne K
- doubler le tunnel entre les gares de Châtelet et du Nord, ce qui permettrait d'absorber deux fois plus de trafic pour les RER B et D
- investir dans du matériel roulant neuf
- installer un véritable atelier de maintenance du matériel roulant à Mitry-Mory pour renforcer la maintenance
- rénover les voies de chemin de fer et les caténaires
- réaliser des travaux d'infrastructure au sud de la ligne B pour permettre la circulation de rames à deux étages sur l'axe de Saint-Rémy-les-Chevreuse
- réhumaniser les gares et les trains par la présence d'agents plus nombreux.

**L'association *Non au CDG express* va :**

- solliciter un certain nombre de rencontres et interpeller (le conseil régional d'IDF, le Parlement européen, les candidats aux législatives...)
- étudier les possibilités de recours juridiques.
- mobiliser dans nos villes, dans nos entreprises.

**Ensemble, élargissons et amplifions la mobilisation. Ne les laissons pas choisir à notre place. Rassemblez-vous pour un véritable service public des transports au service et au bénéfice de tous ! Rejoignez l'association *Non au CDG express*.**



ASSOCIATION  
REGROUPANT COLLECTIFS D'USAGERS  
ÉLU-E-S  
ORGANISATIONS SYNDICALES  
PARTIS POLITIQUES  
ET CITOYEN-NE-S

CONTACT  
DIDIER.LERESTE@PARIS.FR



SUIVEZ-NOUS SUR FACEBOOK  
NON AU CDG EXPRESS